



Paris, le 23 octobre 2018

Le sécuritaire ne sera jamais la solution

Depuis quelques jours, l'émotion est vive dans la sphère médiatique suite à la diffusion d'une vidéo montrant un élève du lycée Edouard-Branly à Créteil (Val-de-Marne) pointer une arme factice sur sa professeure afin qu'elle le note « présent ». Suite à cela, de nombreux et légitimes messages de soutien à notre collègue ont été publiés ainsi que plusieurs témoignages d'autres situations de violence ayant eu lieu dans des établissements scolaires où insultes, bousculades, dégradations, incidents se multiplient, entre élèves mais aussi contre les adultes.

Pour la Fédération des Travailleuses et Travailleurs de l'Éducation de la Confédération Nationale du Travail, la réponse ne pourra jamais être sécuritaire. Ces actes sont à relier à la dégradation des conditions de vie de millions de travailleuses et travailleurs dont les enfants ont pour seul horizon le chômage ou de nouvelles formes d'exploitation comme l'auto-entreprenariat, les Uber et autres emplois mal rémunérés et avilissants.

Ces violences sont le produit d'un système violent, le capitalisme, dont l'État est l'un des instruments de mise en œuvre. Chaque jour, des personnes sont licenciées de leur travail ou contraintes à exercer plusieurs emplois précaires pour survivre ; chaque jour, des travailleuses et travailleurs subissent des conditions de travail dégradées entraînant blessures, dépressions et, parfois, la mort ; chaque jour, des personnes sont obligées de renoncer à des soins essentiels faute de couverture médicale suffisante ; chaque jour, des personnes sont l'objet de l'acharnement de la police, des services sociaux, désignées comme des délinquantes potentielles.

Surtout, chaque jour, des jeunes des quartiers populaires et des régions rurales délaissées, sont soumis.e.s à un système scolaire dont les classements internationaux et les évaluations permanentes qui en découlent sont l'unique boussole. Les appels à « rétablir l'autorité », à renforcer les sanctions sont une impasse. Nos élèves subissent déjà la présence de la police, des contrôleuses et contrôleurs et des militaires dans leurs quartiers pour ne pas avoir à les subir de nouveau dans leurs établissements scolaires, même lorsqu'elle est estampillée « Éducation Nationale » comme les EMS.

...

Dans ce contexte, l'école ne peut pas tout car l'école n'est pas tout. Certain.e.s agissent pour favoriser l'émancipation autant que possible. Pourtant, les moyens alloués sont dramatiquement insuffisants : classes surchargées, personnel de vie scolaire en sous-effectif et peu formé, manque d'assistants sociaux, d'assistantes sociales et de personnel médical, dispositifs inadaptés pour les nombreuses et nombreux élèves en difficulté, non-francophones, en situation de handicap...

Si nous réclamons plus d'adultes dans nos établissements, conscient.e.s que nos élèves ont besoin de présence humaine avant tout, nous voulons plus d'enseignant.e.s, d'assistant.e.s d'éducation, de CPE, d'infirmier.e.s, d'assistantes sociales et assistants sociaux.

Le ministre Jean-Michel Blanquer a annoncé un « plan d'actions ambitieux » pour que les violences ne se reproduisent pas, quelques semaines après l'annonce de la suppression de 2600 postes à la prochaine rentrée. La CNT-FTE a, elle aussi, des propositions claires pour faire des écoles des lieux où l'émancipation culturelle, sociale, intellectuelle a sa place, dans le respect de chacune et chacun, adulte comme élève :

- **la diminution du nombre d'élèves par classe ;**
- **la mise en place de réels temps de concertation afin de mettre en place des dispositifs et projets permettant aux élèves de trouver un sens à leur scolarité mais aussi de temps d'analyses des pratiques pour se former entre pairs ;**
- **le recrutement massif d'assistant.e.s d'éducation formé.e.s et bénéficiant d'une réelle titularisation ;**
- **un plan de recrutement conséquent pour doter tous les établissements d'assistants sociaux et assistantes sociales, d'infirmières, d'infirmiers et d'assistant.e.s pour les élèves en situation de handicap.**

Il n'y a pas de recette miracle mais le sécuritaire ne sera jamais la solution. Nous, enseignant.e.s, animateurs et animatrices, personnels administratif, de vie scolaire, médico-social, technique continuerons de lutter, là où nous sommes présent.e.s pour construire, avec nos élèves et étudiant.e.s, un autre futur.